



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRANS/WP.1/2001/32
27 juin 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Groupe de travail de la sécurité et
de la circulation routières
(Trente-septième session, 10-14 septembre 2001,
point 4 c) de l'ordre du jour)

**APPLICATION DES CONVENTIONS DE 1968 SUR LA CIRCULATION
ROUTIÈRE ET SUR LA SIGNALISATION ROUTIÈRE AINSI QUE
DES ACCORDS EUROPÉENS DE 1971 LES COMPLÉTANT,
ET AMENDEMENTS CONCERNANT CES INSTRUMENTS**

Permis de conduire

**Communication du Président du Groupe restreint
sur les permis de conduire**

Une réunion du Groupe restreint sur les permis de conduire s'est tenue du 22 au 24 mars 2001 à la Dirección General de Trafico, à Madrid, sous la présidence de M. A. Y. Yakimov (Fédération de Russie). Des représentants de l'Espagne, de la France, du Luxembourg, de la Suisse et de l'Association internationale des constructeurs de motocycles (IMMA) y ont participé.

Au cours de cette réunion, les questions relatives à la reconnaissance et à l'utilisation des permis de conduire internationaux et nationaux dans les pays de la CEE-ONU ont été examinées sur la base de l'analyse de dispositions d'actes juridiques internationaux et nationaux et de réponses au questionnaire sur la reconnaissance et l'utilisation des PCI et PCN.

Les participants à cette réunion ont fait les recommandations suivantes:

1. Annexe 7 à la Convention de 1968 sur la circulation routière - ajouter les mots «sur présentation d'un permis de conduire national approprié» à la première phrase de la page modèle n°2 du PCI.
2. Convention de 1949 sur la circulation routière:
 - 2.1 Paragraphe 2 de l'article 24 - remplacer «, en particulier s'il s'agit d'un conducteur venant d'un pays où un permis de conduire national n'est pas exigé ou dans lequel le permis national qui est délivré» par «si le permis national qui lui a été délivré»;
 - 2.2 Paragraphe 3 de l'article 24 - ajouter les mots «, à condition qu'il soit présenté avec un permis de conduire national approprié» à la dernière phrase;
 - 2.3 Annexe 10 - ajouter les mots «,sur présentation d'un permis de conduire national approprié» à la première phrase de la page 2 du modèle de PCI.
3. Inviter le WP.1 à examiner l'opportunité de recommander des dispositions juridiques nationales, qui stipuleraient qu'un conducteur privé de son PCN se voit retirer son PCI (comme c'est déjà le cas en Allemagne, au Danemark ou en République tchèque, par exemple).
4. Examiner séparément l'opportunité d'incorporer à la Convention de 1968 sur la circulation routière un certain nombre de dispositions générales relatives aux conditions d'obtention du permis de conduire (en ce qui concerne, par exemple, le contenu des examens, les conditions médicales imposées aux candidats, etc.).
5. Attirer l'attention des pays de la CEE-ONU sur la nécessité de justifier la limite de validité fixée sur leur territoire aux permis de conduire qui ont été délivrés dans d'autres pays et qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 2 de l'article 41 de la Convention de 1968 sur la circulation routière. En effet, un certain nombre de pays ont mal interprété la question 9 du questionnaire sur la reconnaissance et l'utilisation des PCI et des PCN (en ce qui concerne la validité des différents types de permis de conduire) (TRANS/WP.1/2001/5). Il faudra en outre déterminer les raisons pour lesquelles certains pays reconnaissent des permis de conduire délivrés dans des pays qui ne respectent pas toutes les dispositions du paragraphe 2 de l'article 41.
